

> En marge de la présentation du Baromètre régional des Experts-comptables " 2010, une bonne année pour l'économie mondiale " selon l'économiste Nicolas BOUZOU

L'économiste Nicolas BOUZOU était à Montpellier le 26 janvier dernier pour présenter le premier baromètre des experts-comptables de la région de Montpellier (voir l'HJE du 27 janvier 2011). A cette occasion, il a accordé à l'Hérault Juridique & Economique un entretien portant sur l'évolution de l'économie internationale et les perspectives des années à venir.

HJE : Comment la croissance mondiale a-t-elle évolué en 2010 ?

Nicolas BOUZOU : " On peut affirmer que, finalement, 2010 aura été une bonne année pour l'économie mondiale. Dans l'ensemble, le taux de croissance a dépassé 4 %, mais cette moyenne ne doit pas faire perdre de vue les rythmes de développement profondément différents d'une région à l'autre. Les pays émergents enregistrent une forte croissance. Ce phénomène est à mon avis durable, car ils ont réalisé les réformes structurelles nécessaires pour parvenir à une excellente compétitivité. On pense en premier lieu à la Chine, dont le produit intérieur brut a augmenté de plus de 10 % en 2010, ou encore à l'Inde (+ 8 à 9 %). Mais bien d'autres pays ont le vent en poupe. C'est le cas notamment du Brésil en Amérique latine, de l'Afrique du Sud, du Mozambique, du Ghana, des pays du Maghreb et de l'Égypte en Afrique ou encore des pays de l'Est. Par contre, la Russie enregistre la croissance la plus faible parmi les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Comme la plupart des autres pays tablant sur la rente pétrolière et

gazière, elle est relativement mal gouvernée sur le plan économique. "

Qu'en est-il pour les pays d'Amérique du Nord et d'Europe ?

Nicolas BOUZOU : " Dans l'ensemble, les pays les plus développés sont ceux qui ont le plus souffert de la crise. Mais là aussi, on constate des disparités. Les Etats-Unis ont vu leur produit intérieur brut augmenter de 2,5 % environ en 2010, mais le chômage n'a pas reculé pour autant. Dans l'Union européenne, la croissance se limite à 1,5 %. Certains pays restent en grande difficulté, en particulier la Grèce et l'Irlande, et à l'opposé, l'Allemagne connaît une belle embellie avec + 3,5 %. Quant à la France, elle s'inscrit en plein dans la moyenne européenne, avec 1,5 %. "

Quelles sont les améliorations à attendre au cours des prochaines années pour les interactions entre les finances internationales et le système économique dans son ensemble ?

Nicolas BOUZOU : " Globalement, depuis le début de la crise en 2008, il n'y a pas eu d'amélioration notable. La volonté de mettre en place un dispositif de surveillance de la rémunération des traders et des paradis fiscaux est une bonne chose, mais elle n'a pas été d'une grande efficacité jusqu'ici. Par contre, on peut s'attendre à un changement positif à l'avenir, dans le prolongement des décisions prises lors du sommet du G 20 qui s'est tenu les 11 et 12 novembre 2010 à Séoul, en Corée du Sud. L'accord des chefs d'Etat sur le vaste plan de réforme du secteur bancaire, baptisé « Bâle III », se traduira notamment d'ici au 1^{er} janvier 2015 par un relèvement des fonds propres des

Nicolas BOUZOU à la tête d'Asterès

Nicolas BOUZOU, 34 ans, est diplômé en économie internationale de l'université Paris-Dauphine et en finance de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris. Après avoir été analyste en chef de l'institut Xerfi, spécialiste des études sectorielles, il a créé en 2006 Asterès, une société d'analyses et de prévisions économiques. Nicolas BOUZOU est par ailleurs directeur d'études du MBA droit des affaires et management à l'université Paris II - Assas. Il a notamment publié quatre ouvrages : " Les mécanismes du marché - Eléments de microéconomie " (Bréal, 2006), " Petit précis d'économie appliquée à l'usage du citoyen pragmatique " (Eyrolles, 2007), " Krach financier : emploi, crédits, impôts, ce qui va changer pour vous " (Eyrolles, 2008), " Le capitalisme idéal " (Eyrolles, 2010).

établissements financiers, ce qui permettra de renforcer leur crédibilité et du même coup de contribuer à la stabilité du système économique. En outre, la réforme de la gouvernance du Fonds monétaire international (FMI), également avalisée par le sommet du G 20 à Séoul, va dans le bon sens. Dotée d'un capital renforcé, cette institution verra également augmenter le nombre de sièges réservés aux pays émergents, ce qui contribuera à rééquilibrer les pouvoirs. "

Propos recueillis par Yves TOPOL

Retrouvez en accès libre l'intégralité de l'interview sur le site www.heraultjuridique.com rubrique Fluidletter, dossier n° 16 spécial Experts-Comptables ou lien direct : <http://www.heraultjuridique.com/fluidletter.php>